

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57036 Metz  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 23/09/22

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ARKEMA FRANCE – atelier ADAME**

Établissement de Carling  
BP 61005  
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_ARKEMA\_ADAME\_2022-09-20\_RAPVI\_MCB\_31743  
Code AIOT : 0006201792

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Établissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 19/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARKEMA FRANCE
- Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201792
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold au niveau de UO EAU "Environnement ADAME Utilités" deux ateliers de production d'ADAME (P5 et P6).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- risques chroniques (rejets aqueux, rejets atmosphériques, déchets)
- risques accidentels

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	MMRi "AI 8504" et "AI 8604"	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article Chapitre 1.3	/	Sans objet
4	Points de rejets canalisés à l'atmosphère en sortie des colonnes de lavage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 (partiel), 52 (partiel), 53 à 56	/	Sans objet
6	PM2I du caniveau P5, du caniveau P6 et de la fosse déportée	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 et 8 (partiel)	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejets aqueux des ateliers P5 et P6	Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 3.6.2 (partiel)	/	Sans objet
3	Caractéristiques des colonnes de lavage CP508, CP608 et CP882	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.2.V + 7.3.I (partiel)	/	Sans objet
5	Déchets "Lourds ADAME"	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 5.1	/	Sans objet
7	PM2I tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il ressort de la visite de l'atelier ADAME du 13 septembre 2022 la nécessité de transmettre sous 15 jours :

- la clarification du seuil d'alarme retenu pour les analyseurs de résistivité AT 8504C et AT 8604 C (point de contrôle n°1) ;
- les mesures prises et/ou prévues pour justifier du temps de réponse/efficacité de la chaîne complète des MMR mixtes AI 8504 et AI8604 (capteur, alarme, action humaine) (Cf. point de contrôle n°1) ;
- les justifications que les points de rejets canalisés à l'atmosphère en sortie des colonnes de lavage CP882, CP508 et CP608 respectent les dispositions des articles 49, 52, 53, 54, 55 et 56 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (Cf. point de contrôle n°4) ;
- le programme de surveillance du caniveau P5, celui du caniveau P6 et celui de la fosse déportée (Cf. Point de contrôle n°6) ;
- la stratégie mise en place pour le contrôle du caniveau P5, du caniveau P6 et de la fosse déportée (modalités, fréquence, méthodes) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation,.....). (Cf. point de contrôle n°6).

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant l'importance de respecter le délai de 48 mois fixé dans le plan d'inspection entre 2 vérifications intermédiaires de la tuyauterie (Cf. point de contrôle n°7).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : MMRI "AI 8504" et "AI 8604"

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article Chapitre 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMRI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, dont les mises à jour de l'étude de dangers. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations autres en vigueur."
<b>Constats :</b> Cf. constats confidentiels Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 15 jours : <ul style="list-style-type: none"><li>- la clarification du seuil d'alarme retenu pour les analyseurs de résistivité AT 8504C et AT8604C ;</li><li>- les mesures prises et/ou prévues pour justifier du temps de réponse/efficacité de la chaîne complète des MMR mixtes AI 8504 et AI8604 (capteur, alarme, action humaine).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Rejets aqueux des ateliers P5 et P6

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 3.6.2 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les effluents aqueux des ateliers P5 et P6 sont de trois natures différentes et sont traités dans les installations mentionnées : <ul style="list-style-type: none"><li>- effluents provenant des colonnes de lavage des événements dirigés en continu vers la station biologique ;</li><li>- purge de la section réaction (purge dite "acétaldéhyde") rejoignant les eaux de lavage des événements avant d'être traitées à la station biologique ;</li><li>- eaux de dalles (ruissellement, lavage) des ateliers P5 et P6 collectées dans la fosse déportée avant pompage vers la station biologique. [...]"</li></ul>
<b>Constats :</b> Sans observation sur la base des plans PID de l'installation et des constats réalisés sur le terrain : <ul style="list-style-type: none"><li>- les effluents aqueux issus du pied de la colonne de lavage CP882 sont envoyés en aérien dans le trop plein de la fosse déportée puis vers le bassin R1155 (et/ou R1156 et/ou R1157) puis vers la station de traitement biologique ;</li><li>- les effluents aqueux issus du pied des colonnes de lavage CP508 et CP608 sont envoyés en aérien en aval de la fosse déportée puis vers le bassin R1155 (et/ou R1156 et/ou R1157) puis vers la station de traitement biologique ;</li><li>- les eaux de dalle sont envoyées via les caniveaux dans la fosse déportée puis vers le bassin R1155 (et/ou R1156 et/ou R1157) puis vers la station de traitement biologique ;</li><li>- la purge de la section réaction (purge dite "acétaldéhyde") correspondant à la vidange 1 à 2 fois par semaine du piège à saumure EP 631 est envoyée dans le trop plein de la fosse déportée puis vers le bassin R1155 (et/ou R1156 et/ou R1157) puis vers la station de traitement biologique.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Caractéristiques des colonnes de lavage CP508, CP608 et CP882

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.2.V + 7.3.I (partiel)		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 7.2.V</u> "Tous les événements des équipements des ateliers P5 et P6 sont collectés puis dirigés vers un dispositif d'abattement des composés organiques volatils composé d'une colonne de lavage à l'eau. Les moyens d'épuration avant rejet à l'atmosphère des gaz collectés par le réseau d'événement sont dimensionnés pour traiter le débit maximal à la sortie des appareils. Les colonnes de lavage à l'eau des ateliers P5 et P6 sont chacune équipées : - d'une garde hydraulique placée en fond de colonne de lavage ; - d'une mesure de débit d'eau de lavage injectée dans la colonne, alarmé bas ; - d'une seconde source d'alimentation en eau, rapidement mobilisable en cas de déclenchement de l'alarme niveau bas sur la mesure de débit d'eau de lavage. Afin de réduire la charge des colonnes de lavage et limiter la quantité d'organique contenue dans les événements, les colonnes de distillation (CP 501, 502, 503, 504, 601, 602, 603 et CP 604) sont chacune munies d'un condenseur fonctionnant sur le réseau eau 25°C et d'un piège fonctionnant sur le réseau saumure opéré à -15°C. Les caractéristiques de ces équipements sont les suivantes :		
	<b>Installations raccordées</b>	<b>Hauteur (en m)</b>
Colonne de lavage des événements CP 508 (atelier P5)	- Bac de préparation de stabilisant (RP 582) - Bac de préparation de catalyseur (RP 581) - Bac tampon RP 519 de Lourds ADAME - Bac d'égouttures RP 520 - L'ensemble des équipements de l'atelier P5 (pompe à vide PP518 de la section réaction et pompe à vide PP528 du train de distillation)	20
Colonne de lavage des événements CP 608 (atelier P6)	- Bac de préparation de stabilisant (RP 583) - Bac d'égouttures RP 620 - L'ensemble des équipements de l'atelier P6 (pompe à vide PP 618 de la section réaction et pompe à vide PP 628 du train de distillation)	22
Colonne de lavage des événements CP 882 (commune aux ateliers P5 et P6)	Bac RP882 (EMHQ)	2
<u>Article 7.3.I (partiel)</u> "Les points de rejet canalisés sont en nombre aussi réduit que possible et limités à la liste suivante : [...] installation : P5 unité ADAME - Point de rejet : sortie de la colonne de lavage CP508 installation : P6 unité ADAME - Point de rejet : sortie de la colonne de lavage CP608 installation : P5 et P6 unité ADAME - Point de rejet : sortie de la colonne de lavage CP882 [...]"		
<b>Constats :</b> Sans observation sur la base des plans PID de l'installation et des constats réalisés sur le terrain et en salle de contrôle, des échanges avec le consoliste et de la fiche réflexe du 8 mars 2021 : - équipements raccordés à chaque colonne de lavage CP882, CP508 et CP608 ; - présence d'un condenseur EP601 et d'un piège à saumure EP631 au niveau de la colonne de distillation CP601 ; - présence d'un débitmètre en entrée de chaque colonne de lavage CP882, CP508 et CP608 ; - présence d'une garde hydraulique au niveau de chaque colonne de lavage CP882, CP508 et CP608 ; - présence d'une alarme débit bas réglée à 35 kg/h pour la colonne de lavage CP882 sur le SNCC (FAL8882) ; - présence d'une alarme débit bas réglée à 1,3 m³/h et d'une alarme débit très bas réglée à 1,1 m³/h		

<p>pour les colonnes de lavage CP508 et CP608 sur le système numérique contrôle commande SNCC (FAL8508 et FAL8608) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- présence d'une vanne manuelle permettant d'alimenter les colonnes de lavage en eau déminéralisée (source principale) ou en eau industrielle (2<sup>nd</sup>e source d'alimentation) ;</li> <li>- présence d'une fiche réflexe en cas d'alarme débit bas des colonnes de lavage ADAME du 8 mars 2021 ;</li> <li>- justificatifs du remplacement du garnissage des colonnes de lavage CP508 et CP608 à l'automne 2019.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Points de rejets canalisés à l'atmosphère en sortie des colonnes de lavage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 (partiel), 52 (partiel), 53 à 56
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 49 (partiel)</u>  "Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.  Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. [...]"</p> <p><u>Article 52 (partiel)</u>  " La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz.  Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 10 mètres, est fixée par l'arrêté d'autorisation conformément aux articles 53 à 56 ci-après ou déterminée au vu des résultats d'une étude des conditions de dispersion des gaz adaptée au site. [...]"</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection des installations a constaté la présence d'un rejet canalisé en sortie de chaque colonne de lavage CP882, CP508 et CP608.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier dans un délai de 15 jours que les points de rejets canalisés à l'atmosphère en sortie des colonnes de lavage CP882, CP508 et CP608 respectent les dispositions des articles 49, 52, 53, 54, 55 et 56 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Déchets "Lourds ADAME"**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"En fonctionnement normal, les résidus lourds issus de la production d'ADAME, dénommés "lourds ADAME", sont valorisés sur le site par craquage thermique.</p> <p>Les résidus lourds récupérés en pied de craquage, dénommés "lourds ADAME concentrés" sont dirigés vers le réservoir RN155 situé sur le parc de stockage nord avant d'être valorisés dans une installation dûment autorisée à cet effet.</p> <p>En cas d'indisponibilité ou de marche dégradée de la section de craquage, un jeu de vannes permet de by-passer partiellement ou complètement la section et d'envoyer directement "lourds ADAME" vers le bac RN155."</p>
<p><b>Constats :</b> Sur la base des plans PID de l'installation, des échanges avec l'exploitant lors de la visite et des documents transmis par courriel du 19 septembre 2022 (quantités évacuées en 2020, 2021 et 2022 de "Lourds ADAME concentrés", liste des installations susceptibles de recevoir les déchets "Lourds ADAME concentrés", 3 derniers bordereaux de suivi pour l'évacuation de ces déchets) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les flux "lourds ADAME" contenant de l'ADAME et du DMAE sont envoyés au craqueur GP609 qui est surmonté d'une colonne de distillation CP609. En tête de colonne de distillation CP609 sont récupérés les produits nobles qui sont recyclés dans le process. En pied de la colonne de distillation CP609 sont récupérés les "lourds ADAME concentrés", déchets dangereux (code 07 01 08*) envoyés vers le bac de stockage RN155 puis hors site vers des installations de valorisation énergétique.</li> <li>- l'activité génère environ 150 t/mois de déchets "Lourds ADAME concentrés" ;</li> <li>- les déchets "Lourds ADAME concentrés" sont évacués dans des cimenteries.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : PM2I du caniveau P5, du caniveau P6 et de la fosse déportée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 et 8 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 6</u></p> <p>"Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et</li> <li>- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante.</li> </ul> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p>

Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 :

S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ;
- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2012.

S'agissant des supports supportant les tuyauteries, les caniveaux et les fosses humides :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;
- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2013.

Pour les ouvrages mis en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service."

#### Article 8 (partiel)

"Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : [...] la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis. [...]"

**Constats :** La périodicité de contrôle des 3 ouvrages (caniveau P5, caniveau P6, fosse déportée) est tous les 5 ans ; le suivi est assuré par le pôle technique.

#### Caniveau P5

La visite initiale a eu lieu le 24 octobre 2013. Le caniveau P5 est classé en catégorie I et classe 1. Les visites périodiques ont eu lieu le 19 juin 2014 (pour partie enterré) et le 30 avril 2019. La présence de cailloux apparents côté ouest a été surveillé lors de la visite de 2019. Aucune dégradation n'est relevée lors de la dernière visite de 2019. La prochaine visite est prévue le 28 avril 2025.

Par courriel du 20 septembre 2022, l'exploitant a transmis :

- la fiche d'état initial du caniveau P5 (non datée et non signée) qui indique que le caniveau P5 est en bon état ;
- la fiche de surveillance du 30 avril 2019 indiquant que le caniveau P5 n'a pas de désordre apparent.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le programme de surveillance du caniveau P5.

#### Caniveau P6

La visite initiale a eu lieu le 24 octobre 2013. Le caniveau P6 est classé en catégorie I et classe 1. Les visites périodiques ont eu lieu le 19 juin 2014 (pour partie enterré) et le 30 avril 2019. La prochaine visite est prévue le 28 avril 2025.

Par courriel du 20 septembre 2022, l'exploitant a transmis :

- la fiche d'état initial du caniveau P6 (non datée et non signée) qui indique que le caniveau P6 est en bon état ;
- la fiche de surveillance du 30 avril 2019 indiquant que le caniveau P6 n'a pas de désordre apparent.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le programme de surveillance du caniveau P6.

#### Fosse déportée

La visite initiale a eu lieu le 5 juin 2013. La fosse déportée est classée en catégorie I et classe 1. Les visites périodiques ont eu lieu le 28 septembre 2015 avec une fosse vide et le 20 mai 2020. Aucune anomalie n'est relevée lors de la dernière visite. La prochaine visite est prévue le 19 mai 2025.

Par courriel du 20 septembre 2022, l'exploitant a transmis :

- la fiche d'état initial de la fosse (non datée et non signée) qui indique que la fosse est en bon état ;
  - la fiche de surveillance du 20 mai 2020 indiquant que la fosse n'a pas de désordre apparent.
- L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le programme de surveillance de la fosse déportée.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 15 jours :

- le programme de surveillance du caniveau P5, du caniveau P6 et de la fosse déportée ;



- la stratégie mise en place pour le contrôle du caniveau P5, du caniveau P6 et de la fosse déportée (modalités, fréquence méthodes) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation,...). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 7 : PM2I tuyauteries

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, PM2I

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

### Prescription contrôlée :

"Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et

2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou

3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou

4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou

5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et

- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé.

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;

- le programme d'inspection est élaboré avant le 31 décembre 2013.

Pour les tuyauteries et les capacités mises en service à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, l'état initial et le

programme d'inspection sont réalisés au plus tard douze mois après la date de mise en service."
<p><b>Constats :</b> Pour les tuyauteries soumises à PM2I, le suivi est assuré par le service d'inspection reconnu (SIR).</p> <p>Le contrôle a porté sur une des tuyauteries soumises à PM2I (100-Admf-57003A-LD204-F).</p> <p>Par courriel du 19 septembre 2022, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'état descriptif de la tuyauterie ;</li> <li>- la fiche de vie de la tuyauterie indiquant une épreuve le 4 octobre 2011, une déclaration de conformité le 16 mai 2012, une vérification intermédiaire le 27 septembre 2016 et le 20 août 2021) ;</li> <li>- le plan d'inspection de la tuyauterie approuvé le 17 février 2021 mentionnant une inspection périodique tous les 144 mois (contrôle ressuage zones singulières, contrôle ultra-sons d'épaisseur, examen visuel interne et externe) et une vérification intermédiaire tous les 48 mois (examen visuel externe) ;</li> <li>- les 2 derniers rapports de vérification intermédiaire approuvés du 6 octobre 2016 et du 17 septembre 2021 relevant des remarques qualifiées de non rédhibitoires et concluant que la tuyauterie peut être maintenu en service.</li> </ul> <p>Le délai de 48 mois entre les 2 visites intermédiaires de septembre 2016 et août 2021 n'est pas respecté.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant l'importance de respecter le délai fixé dans le plan d'inspection entre 2 vérifications intermédiaires de la tuyauterie (48 mois).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Annexe confidentielle

### Non communicable au public

#### Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible (1)  
☐ Secret industriel  
☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

#### **Nom du point de contrôle : MMRi "AI 8504" et "AI 8604"**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article Chapitre 1.3

Information confidentielle :

##### Prescription confidentielle

##### *Chapitre 6 page 7/8 de l'étude de danger de juillet 2022*

"Au terme de cette étude, il a été décidé de compléter les conductivimètres existants par deux nouveaux capteurs de technologie différente : un résistivimètre et un pH-mètre. Ce couplage de trois technologies a été mis en oeuvre sur l'atelier au premier semestre 2022 sur chacun des fosses de P5 et P6. L'appellation AI8504 et AI8604 est conservée, chaque MMRi comportant les trois analyseurs (A/B/C). L'action suite au déclenchement de l'alarme n'est pas modifiée : application d'une fiche réflexe. La probabilité de défaillance de ces MMRi est conservée égale à  $10^{-1}$ ."

##### *Chapitre 8.2 page 13/14 de l'étude de danger de juillet 2022*

"La perte de confinement serait détectée par les technologies de détection localisées dans les fosses de collecte des dalles de P5 et P6 et permettant d'identifier tous types de fuites de produits. Cette détection générerait une alarme en salle de contrôle. La variation des paramètres procédés (baisse de niveau et perte du vide dans le réacteur) ainsi que les rondes opérateurs permettent également de détecter un épandage de produits.

Dès l'alerte et la confirmation de l'évènement, le déversoir mousse sur la fosse déportée serait mis en service limitant ainsi l'évaporation de toxiques à la surface de la fosse. La durée totale de l'intervention est estimée au maximum à 15 min."

##### *Chapitre 8.2 page 14/14 de l'étude de danger de juillet 2022*

"La MMR AI 8504 est constituée de la chaîne suivante :

- détection via technologie présente dans le caniveau
- alarme reportée en salle de contrôle
- mise en oeuvre de la fiche réflexe et déclenchement de l'application de mousse"

##### Constats confidentiels :

Sur la base des constats réalisés sur le terrain, en salle de contrôle et lors des échanges avec l'exploitant et le consoliste, l'inspection des installations classées a constaté :

- la présence de 3 capteurs (conductivimètre, pH-mètre, résistivimètre) sur flotteur dans le regard du caniveau P5 (AE 8504A, 8504B, 8504C) ainsi que dans le regard du caniveau P6 (8604A, 8604B et 8604C) situés en amont de la fosse déportée ;
- le report des données en continu de ces 3 capteurs au niveau du SNCC ;
- que les seuils d'alarme associés à chaque paramètre sont entrés dans le SNCC (pH>9 ; résistivité < 30 000 Ohm/cm ; conductivité > 650  $\mu$ S/cm) ;
- que la détection par ces 3 capteurs est opérationnelle depuis mars 2022 ;

- que les résultats du dernier test mensuel des capteurs (8504A/B/C et 8604A/B/C) et de l'alarme associée le 30 août 2022 par le service R2IA sont conformes ;
- la connaissance de la fiche réflexe et des actions à mettre en oeuvre en cas de déclenchement de l'alarme sur un de ces capteurs.